

**MOTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES ÉTUDIANTS DE PHILOSOPHIE DE PARIS 1, LE 3 FEV. 92**

APPEL A TOUS LES ÉTUDIANTS DE PARIS 1, A TOUS LES ÉTUDIANTS DE FRANCE

Le 13 janvier, le gouvernement a présenté à titre consultatif, devant le CNESER (Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche), différents projets d'arrêtés concernant la "rénovation pédagogique" des 1er et 2nd cycles universitaires.

Ces plans prévoient:

* La dilution des formations dans des DEUG fourre-tout où sera dispensé un enseignement superficiel. Par exemple, création d'un DEUG dit de "Sciences humaines et sociales", regroupant l'Histoire, la Philosophie, la Géographie, la Sociologie et la Psychologie.

* Une baisse considérable du volume horaire des cours.

* La généralisation du tutorat, c'est-à-dire le recours à des étudiants de maîtrise et de 3ème cycle pour prendre en charge les étudiants, en lieu et place d'enseignants qualifiés.

* La création d'un grade universitaire à bac+1, le Certificat d'Études Universitaires (CEU), qui sera chargé d'orienter 50% des étudiants (chiffre annoncé par le ministère) vers des filières professionnalisées telles que les IUP (Instituts Universitaires Professionnalisés).

* La fin de la valeur nationale des licences et maîtrises, avec la création de "licence et maîtrise à contenu libre" et la mise en place de stages en entreprise, compris dans le nouveau volume horaire, dont le contenu sera défini en fonction des besoins économiques locaux.

Ces plans ne sont ni amendables, ni négociables, ni au CNESER, ni dans une quelconque "commission de concertation". Il n'est pas question de les appliquer dans un premier temps dans quelques universités-pilotes, comme l'a suggéré récemment le gouvernement. Ces projets doivent être retirés sans délai ni report.

Ces plans ne sont pas isolés. Ils s'inscrivent dans l'ensemble de la politique actuelle du gouvernement concernant l'éducation et la complètent. Le caractère centrale de cette politique, c'est l'éclatement du cadre public et national de l'éducation, avec:

* La mise en place du schéma "Université 2000" qui, au moyen de "contrats" avec les régions, livre le financement de l'Universités aux pouvoirs locaux et aux intérêts privés.

* La création des IUP, dont la moitié de la "formation" est délivrée en entreprise et qui offrent des "diplômes" n'ayant de valeur que dans l'entreprise concernée.

* La création des IUFM, qui prépare la destruction du CAPES comme diplôme reconnu nationalement par l'Etat.

* L'application du plan "social" étudiant qui substitue le recours aux prêts bancaires à l'attribution de bourses sur critères nationaux et sociaux.

Nous, étudiants, exigeons:

- LE RETRAIT IMMEDIAT DES PROJETS D'ARRETES CONCERNANT LA REFORME DES 1er et 2nd CYCLES.

- L'arrêt de toute discussion au CNESER sur ces plans. Que les dirigeants de l'UNEF-id, de l'UNEF, et du SNESup prennent leurs responsabilités: pas un étudiant, pas un enseignant pour négocier les projets du gouvernement!

- L'arrêt de l'ensemble des plans du gouvernement, l'abrogation des décrets les instituant, et le maintien sans équivoque du cadre public et national de l'enseignement et des diplômes.

Nous, étudiants de Philosophie, conscients de la nécessité d'une réforme de l'enseignement, lançons un appel à la constitution d'Etats généraux de l'Education réunissant étudiants, professeurs et personnels administratifs des Universités, en vue de l'élaboration d'une réforme.

Je soutiens l'appel de l'A.G. des étudiants de Philosophie de Paris I:

Nom	Prénom	UFR	Adresse	Signature
-----	--------	-----	---------	-----------